

La crise américano-iranienne : de la sortie des Etats-Unis de l'accord de Vienne de 2015 à la menace de Téhéran de reprendre son programme nucléaire militaire. Retour à la case départ...



Un an jour pour jour après l'annonce du retrait américain de l'accord de Vienne de juillet 2015 sur le nucléaire iranien, Téhéran a donné 60 jours aux autres signataires (Allemagne, Chine, France, Grande-Bretagne, Russie) pour tenir leurs promesses de « protéger l'Iran » contre les sanctions américaines renforcées depuis l'arrivée de Donald Trump au pouvoir.

Avec Alexandre Del Valle

Téhéran prétend ne pas souhaiter l'échec du Plan d'Action global commun (PAGC) de 2015, mais le régime des Mollahs menace de facto de reprendre son programme nucléaire en annonçant qu'il va cesser de limiter ses stocks d'uranium enrichi et d'eau lourde nécessaires à l'acquisition de l'arme atomique, voire même augmenter son niveau d'uranium enrichi, plafonné à 3,67% par l'accord de Vienne, ce qui constituerait un retour à la case départ... et un casus belli avec les Etats-Unis et Israël qui ont rappelé que la perspective d'un Iran possédant le feu atomique serait contrecarrée militairement. En fait, par cette menace, Téhéran escompte diviser les Etats-Unis - qui envisagent un régime change en Iran - et, de l'autre, Européens, Russes et Chinois, qui veulent préserver les accords de Vienne et leurs intérêts économiques en Iran en tentant de contourner les sanctions et lois extraterritoriales de Washington. Alexandre del Valle revient sur ce jeu à trois (Régime iranien, Etats-Unis et pays attachés à l'accord de Vienne). Il a recueilli à cette occasion l'avis d'un expert reconnu de l'Iran et du Golfe, Emmanuel Razavi, grand reporter et directeur de la rédaction du site d'informations globalgeonews.com (voir vidéo).

La « stratégie de pression maximale » de l'Administration Donald Trump: mettre à genoux le régime économiquement, quitte à renforcer l'aile dure du régime

La « pression maximale » de Washington sur l'Iran des Mollahs s'est accentuée depuis l'expiration le 1er mai dernier, des dérogations qui avaient permis à huit pays (Chine, Inde, Corée du Sud, Turquie, Grèce, Italie, Japon et Taiwan) de continuer à importer du brut iranien pendant six mois. Les tensions se sont également accrues entre Washington et Téhéran avec l'inscription, début avril, par les Etats-Unis, des Gardiens de la Révolution (Pasdarans) sur la liste noire d'organisations terroristes. Afin de justifier les nouveaux trains de sanctions renforcées contre l'Iran, les Etats-Unis ont récemment accusé la République islamique chiite d'avoir tenté d'attaquer des dispositifs militaires américains dans le Golfe. D'après le Secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo (un faucon interventionniste, à la différence de Trump), décidé à éradiquer le régime « terroriste » des Mollahs, les services américains disposeraient d'informations sur « une escalade des activités de l'Iran », accusée de préparer des « attaques imminentes » contre les forces américaines dans la région. En riposte à cette menace et à des provocations de vedettes iraniennes dans les eaux du détroit d'Ormuz, les Etats-Unis ont déployé un porte-avions USS Abraham Lincoln (CVN-72) et une force aérienne de bombardiers dans la

région du Central Command, afin d'« *envoyer un message clair et sans équivoque au régime iranien que toute attaque contre les intérêts des États-Unis ou de ceux de nos alliés se heurtera à une force implacable* ».

Qu'en est-il vraiment ? Premièrement, si le caractère expansionniste de la République iranienne dans la région (Gaza, Liban, Syrie, Irak et Yémen), ainsi que son hostilité envers les États-Unis, Israël, les Émirats arabes unis et l'Arabie Saoudite ne font aucun doute, aucun indice ne confirme l'annonce américaine d'une nouvelle menace particulière iranienne envers les intérêts et navires américains dans la région. En tout cas rien de plus que depuis 40 ans d'hostilité américano-iranienne. Par ailleurs, on sait que l'*USS Abraham Lincoln* était déjà en Méditerranée dans le cadre d'un exercice *Mare Aperto*, commencé le 29 avril, et que le groupe aéronaval américain allait de toute façon en direction de la mer Rouge, du Golfe arabo-persique et de l'océan Indien... Emmanuel Razavi, qui a vécu et travaillé dans le golfe Persique plusieurs années et a publié plusieurs livres et reportages de référence sur le sujet, rappelle à juste titre que, régulièrement des vedettes iraniennes viennent menacer et provoquer les marines occidentales et des pays arabes du Golfe, et que rien n'est ni nouveau ni étonnant de ce point de vue. *Nihil novis sub sola*. Depuis toujours, et avant-même l'avènement de la Révolution islamique qui a amené l'Ayatollah Khomeiny au pouvoir à Téhéran, l'Iran se veut le « gendarme du Golfe ». Les Iraniens ont en effet toujours considéré qu'ils sont les « garants de l'indépendance de la région » face à l'impérialisme - britannique jadis et américain aujourd'hui. Récemment, le président iranien lui-même a déclaré que le Qatar et l'Arabie saoudite n'existeraient pas sans le rôle de gendarme du Golfe endossé par l'Iran et son armée !

Certes, il ne s'agit pas là de relativiser le pouvoir de nuisance et le caractère totalitaire du régime iranien islamiste-chiite, qui menace plusieurs pays de la région. Il ne faut toutefois ni être dupe des gesticulations de part et d'autre ni du fait que les provocations et exhibitions de muscles de Téhéran dans cette zone sensible face aux flottes occidentales ou arabes voisines-ennemis sont surtout à usage interne. Elles permettent en effet aux Mollahs et aux Pasdarans de légitimer leur régime (méga-corrompu et critiqué de plus en plus en interne) aux yeux des masses que l'on escompte neutraliser en désignant à la vindicte publique des ennemis extérieurs « impérialistes » (« américano-sionistes », Occidentaux, Monarchies arabes sunnites du Golfe, etc), toujours prêt à « s'en prendre au peuple iranien », encerclé par les Mollahs et les Gardiens de la Révolution.

La guerre plus économique que militaire des États-Unis contre l'Iran des Mollahs

Si les États-Unis et les Saoudiens, ainsi que leur « allié sioniste » servent ainsi « d'ennemis utiles » pour les durs du régime iranien, de l'autre côté, il est également clair que l'exacerbation de la « menace » iranienne-chiite « terroriste » permet aux États-Unis (bien moins inquiets de l'islamisme sunnite sponsorisé par les Saoudiens et les Qataris...) de justifier une véritable guerre économique contre l'Iran. Cette guerre a en fait un double but : satisfaire un électorat évangélique américain pro-israélien et fortement anti-iranien, puis contenter les alliés-clients saoudiens et émiratis, eux aussi en guerre larvée contre Téhéran. Il est clair que la baisse de la vente de pétrole et de gaz, l'inflation à 50 %, qui appauvrit des milliers de foyers iraniens, incapables de survenir à leurs besoins, ainsi que l'embargo quasi-total en perspective, fruit du renforcement des sanctions américaines à l'encontre du régime iranien, sans oublier les pressions juridiques et politiques exercées par les États-Unis au moyen d'un arsenal de lois extraterritoriales, ne peut que provoquer une très grave crise économique en Iran, elle-même destinée à affaiblir les Mollahs et les Pasdarans (à la tête de l'économie) en vue d'un « *regime change* ». Toutefois, cette stratégie qui a poussé l'Administration Trump à sortir de l'accord de Vienne de 2015 risque de renforcer les durs du régime iranien (Gardiens de la Révolution, Guide suprême, Mollahs radicaux) au détriment du « modéré » président iranien Hassan Rohani, accusé depuis le début par les faucons perses/chérites du Régime d'avoir concocté un accord de dupes avec les Occidentaux et les Nations Unies. Et il faut reconnaître que, du point de vue iranien pro-régime, la libéralisation des échanges prévue par les accords de Vienne de juillet 2015 n'a jamais été concrétisée en raison des persistantes mesures de rétorsion américaines contre toute entreprise occidentale ou autre faisant des affaires en dollar avec l'Iran dans des secteurs stratégiques frappés par les lois américaines extraterritoriales. Cette stratégie de « pressions maximales » des États-Unis sur l'Iran et sur ses partenaires commerciaux et géopolitiques, si elle s'accompagne de menaces militaires en vue d'un *regime change*, comme le laissent entendre certains faucons américain et israélien, risque en effet de couper l'herbe sous le pied de l'opposition et de resserrer les liens entre la population iranienne et le noyau-dur du régime face à « l'ennemi extérieur ».

Le nationalisme iranien sous-estimé et l'impossibilité d'une intervention militaire étrangère en Iran

Comme le rappelle Emmanuel Razavi, les Iraniens feront en effet toujours corps face au scénario du débarquement – sur le sol iranien - de GI américains ou de toute « force étrangère ». Il ne faut jamais oublier que si l'armée du voisin ennemi saoudien, composée d'étrangers pakistanais, yéménites sunnites, souvent incompetents, n'arrive même pas à bout des rebelles houthistes-chérites-zaïdites du Yémen, l'armée iranienne est, *a contrario*, très expérimentée, efficace, et ses milices et troupes d'élites - qui ont remporté des victoires face à Daech en Irak et en Syrie - seraient autrement plus difficiles à vaincre au sol que les Talibans en Afghanistan et les tribus et jihadistes sunnites en Irak ou en Syrie... Avec une réserve potentielle de kamikazes islamistes chérites qui n'a rien à envier aux islamikazes sunnites de Daech ou Al-Qaïda ou des Talibans... Bref, Emmanuel Razavi rappelle que le spectre d'une invasion militaire américaine ou anglo-américaine-israélienne en Iran en vue d'un *regime change* (scénario à l'irakienne ou à l'afghane) est hautement improbable et plus que risqué pour les Américains, eux qui n'ont gagné aucune guerre de façon durable depuis la seconde guerre mondiale, du Vietnam à l'Afghanistan, en passant par l'Irak, sans oublier l'humiliation somalienne. Partout, les pseudo « victoires » n'ont été que momentanées, et les troupes US ont dû plier bagages ou assister au retour de « l'ennemi asymétrique » (guérillas ou terroristes perdants et vainqueurs à la fois). Et les durs du régime iranien savent pertinemment que les États-Unis ne peuvent pas gagner une guerre en Iran avec des troupes au sol, tandis que leur stratégie de bombardements aériens ne peut que révolter le peuple et le ressouder avec son régime, même honni, face à « l'étranger-impérialiste ». D'après Emmanuel Razavi, « *une guerre est par conséquent à éviter à tout prix, d'autant qu'elle impacterait la stabilité économique de tout l'Occident* » **La question de savoir si le régime des Mollahs et des Pasdarans va s'écrouler, Razavi rappelle que « l'on entend cette chanson depuis 40 ans ... et que rien ne s'est jamais passé ! L'Iran souffre bien sûr de l'inflation, de la corruption, du stress hydrique ... et les gens en ont aussi assez de voir leurs libertés restreintes, et de vivre sous la contrainte des religieux. Toutefois, le fait est que**

le régime reste solide, avec des institutions extrêmement bien rodées ». Dans tous les cas, Emmanuel Razavi craint que «*la position américaine n'ait pour effet que de faire maintenir en place un régime fatigué, qui était pourtant condamné de lui-même à évoluer sinon à changer* ». L'expert franco-iranien rappelle en outre que «*la stratégie américaine au Moyen-Orient depuis 1979 ne s'est soldée que par des échecs, comme on l'a vu en Afghanistan et en Irak* ».

En agissant de façon jusqu'aboutiste, les Etats-Unis risquent selon Razavi de «*(re)souder le peuple face à la menace d'intervention militaire que la majorité des opposants iraniens eux-mêmes (ceux de l'intérieur) n'est pas prête à accepter* ». Et cette réalité indéniable de la fibre nationaliste iranienne semble être totalement sous-estimée par l'Administration Trump lorsque le Secrétaire d'Etat américain Mike Pompéo, le plus va-t-en guerre de tous, envisage l'option militaire pour faire tomber le régime. Certes, une partie des opposants iraniens monarchistes en exil aux Etats-Unis ou en France, et surtout les fameux Moujahidines du Peuple de Maryam Radjavi - détestés en Iran - sont en faveur d'une intervention militaire américano-occidentale contre le régime des Mollahs. Et certains groupes insurrectionnels issus des minorités (Balouches, Azeris, Kurdes, aidés par des commandos des services d'action américains et britanniques) travaillés par l'Occident, voudraient eux aussi un *regime change* via une intervention militaire extérieure. Toutefois, les stratèges (essentiellement) anglo-américains qui les soutiennent oublient que ces groupes «*ne représentent pas beaucoup d'hommes et de troupes. Ils correspondent en fait, comme nous le rappelle Emmanuel Razavi, à des foyers de contestation traditionnels et minoritaires qui ont toujours existé en Iran mais qui n'ont jamais été capables de détruire le pays de l'intérieur* ».

Quid des Chinois, des Russes et des Européens ?

Concernant la **position des Chinois et des Russes concernant le régime de Téhéran et les nouvelles sanctions consécutives au retrait américain de l'accord de Vienne, Razavi constate que les premiers sont bien plus prudents et discrets que les seconds** sur le dossier iranien, bien qu'ils demeurent fidèles à une ligne de non-ingérence et qu'ils aient été dans le passé moins effacés vis à vis de l'Iran, qu'ils ont certes souvent soutenu et qu'ils continuent de soutenir d'ailleurs, comme les Indiens et les Turcs, de façon plus discrète ou mesurée que les Russes. Ceci dit, Razavi observe que «*les Américains auraient intérêt à faire très attention de ce côté, car les économies du golfe persique regardent de plus en plus en direction de l'Asie, laquelle a besoin des hydrocarbures, tant iraniens qu'arabes du Golfe. De fait, plus Trump jouera la déstabilisation dans cette région, plus il poussera les puissances du Golfe arabo-persique dans les bras des puissances asiatiques. Dans tous les cas, sa tactique est dangereuse* ». Quant aux Russes, qui ont aussi leur carte à jouer et paraissent bien plus offensifs que les Chinois, «*leur leader et fin stratège Vladimir Poutine a fait jusqu'à présent un sans-faute – ou presque - au Moyen-Orient, selon Razavi, ceci pendant que les Américains ont accumulé les erreurs stratégiques énormes*». Après les récentes menaces de Washington contre Téhéran, le Kremlin a d'ailleurs officiellement estimé que l'initiative iranienne visant à ne plus respecter certains pans de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien était ni plus ni moins que la conséquence des «*décisions irréflechies* » des Etats-Unis. A l'instar de Vladimir Poutine, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, qui a reçu son homologue iranien Mohammad Javad Zarif, a dénoncé le «*comportement irresponsable* » de Washington.

Pour ce qui est de l'Europe, force est de constater qu'elle a le plus grand mal à **mettre en place un système de contournement des sanctions américaines et lois extraterritoriales pénalisant financièrement les entreprises qui commercent avec Téhéran**. «*Un système de contournement des sanctions est d'ailleurs fort complexe, même si les Européens essaient de le faire depuis janvier 2019 avec l'Instex* (Instrument for Supporting Trade Exchanges la France, créé par la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne - Groupe E3 - conformément à leur engagement de préserver l'accord de Vienne du 14 juin 2015 sur le nucléaire iranien adopté par la résolution onusienne 2231 = Joint Comprehensive Plan of Action / Plan d'action commun). Ce «*véhicule spécial* » a vocation à «*faciliter les transactions commerciales légitimes entre les acteurs économiques européens et l'Iran* ». «*Toutefois, poursuit Razavi, force est de constater qu'au final, l'Union européenne pèse peu* ». Ce dernier estime d'ailleurs que l'Europe, en appelant l'Iran à «*s'abstenir de toute escalade, oublie un peu vite que ce sont les Américains qui jouent la carte de l'escalade* ! La tension entre les Etats-Unis et l'Iran inquiète donc évidemment les Européens qui pensent que tous les éléments sont malheureusement réunis pour un affrontement ». L'expert franco-iranien estime que «*l'Europe doit toutefois proposer une autre voie, montrer qu'elle pèse diplomatiquement et économiquement sur le dossier. Par exemple, elle ne peut laisser les Américains imposer que l'acier, le fer l'aluminium et le cuivre iraniens soient l'objet de sanctions qui n'auront pour effet que d'y perdre économiquement. Elle peut et doit contourner ces sanctions en utilisant l'Instex, destiné à faciliter les transactions commerciales légitimes avec l'Iran dans les domaines des produits pharmaceutiques, médicaux, et de l'agroalimentaire, mais qui n'est pas encore vraiment opérationnel. Les Européens s'inquiètent aussi de voir que si la région du Golfe s'embrase, c'est une très grosse partie du transit des hydrocarbures passant par le détroit d'Ormuz qui sera impacté. Cela va impacter nos économies de façon importante. Elle doit donc réagir très vite et le moins que l'on puisse dire est qu'elle est loin d'être efficace* ».

En guise de conclusion...

Pour Emmanuel Razavi, le nationalisme du peuple iranien ne doit pas être sous-estimé par les Américains, et une intervention extérieure américaine ne pourrait en aucun cas faire chuter le régime, lequel s'écroulera d'ailleurs selon lui tôt ou tard de l'intérieur, sur ses propres contradictions, du fait qu'il a trahi ses propres valeurs de justice et parce que sa corruption endémique est créatrice des pires injustices. S'il n'entreprend pas de faire des réformes économiques drastiques, en vue de faire émerger une classe moyenne qui est bridée depuis des décennies par les Pasdarans et les Mollahs corrompus (lesquels ont préempté toute l'économie et l'industrie du pays et empêchent ainsi l'émergence de la classe moyenne libérale et de la société civile), le régime sera menacé avant tout par lui-même et par son énorme perte de légitimité interne, selon Razavi, qui estime que cette inéluctable chute du régime théocratique totalitaire iranien risque pour l'heure d'être «*retardée par l'incohérence stratégique étasunienne* » liée à la sortie unilatérale des Etats-Unis de l'accord de Vienne. D'où la stratégie des Mollahs qui auront beau jeu d'utiliser cette erreur de Washington pour faire dévier l'attention du peuple iranien vers «*l'ennemi extérieur occidental américano-sioniste* ». Bref, la stratégie de «*pression maximale* » sur l'Iran voulue par les faucons interventionnistes américains (plus que par Donald Trump lui-

même)« *risque de buter sur le fort nationalisme du peuple iranien* ».Enfin, si le pouvoir iranien est parfois divisé, comme sur la question des libertés individuelles et des accords de Vienne de 2015 (voulus par le Président iranien « modéré » Rohani et dénoncés par les Mollahs radicaux et les Pasdarans), le pouvoir américain, comme tout régime d'ailleurs, l'est aussi. Et c'est probablement Donald Trump, celui qui aura le dernier mot en dernier ressort, qui finira par empêcher l'option militaire envisagée ouvertement par Mike Pompeo le va-t-en-guerre. Car Trump n'est pas un interventionniste. Il ne souhaite qu'une chose : se désengager du Moyen-Orient. Comme il l'a montré dans le dossier vénézuélien, où il a désavoué les faucons US va-t-en-guerre en finissant par discuter désescalade durant une heure au téléphone directement avec Vladimir Poutine, le président américain, parfois grossier, *cow boy* et même verbalement menaçant, n'est pas un amateur de guerres. Sa seule devise, qui lui vaut son étonnant regain de popularité, est « *America first* ». Ainsi, comme sur le dossier nord-coréen, il est possible qu'après le temps des menaces verbales et des sanctions renforcées, arrive le temps des négociations. Gageons en tout cas qu'il en soit ainsi.